

IV.- DISCOURS DU MINISTRE D'ETAT  
A LA REUNION DU SUIVI DU SOMMET FRANCE - AFRIQUE  
=====

(Casablanca, 23-24 novembre 1989)

Monsieur le ministre,  
Excellences,

1. Permettez-moi tout d'abord de vous remercier de l'accueil si chaleureux que vous nous avez réservé sur le sol marocain et d'avoir organisé cette première réunion ministérielle du suivi des conférences des Chefs d'Etat de France et d'Afrique. Il faut se réjouir de l'initiative de Sa Majesté., les questions sont nombreuses.

2. Depuis notre réunion, ici même à Casablanca, pour le 15e Sommet, de décembre dernier et le sommet francophone de Dakar où nombre d'entre nous étaient présents, le monde a continué de changer. Certaines évolutions se sont accélérées. D'autres se sont consolidées.

C'est de deux points, fort importants, dont je sais qu'ils suscitent chez vous interrogations et parfois inquiétudes que je souhaite vous parler aujourd'hui : les mouvements en cours en Europe de l'Est, thème principal du 15e Sommet, et la construction de l'Europe de 1993, dont M. FILALI vient de traiter.

3. Ce qui se passe en Europe de l'Est est, sans conteste, l'évènement le plus important depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Pendant près d'un demi-siècle nous avons vécu dans le cadre de l'Europe dite du partage de Yalta, une période divisée., une Europe des blocs et des systèmes.

Or cet ordre ancien qui nous était à tous familier, se défait sous nos yeux sous la pression d'une aspiration des peuples à la démocratie.

Ces mouvements vont très vite et s'accélèrent. On a pu le constater en Pologne, en Hongrie, en R.D.A. et tout récemment à Berlin., demain la Tchécoslovaquie, la Bulgarie... Cette vague de fond qui défait l'ordre ancien va, ainsi que l'a dit le Président de la République, nous obliger ''à faire preuve d'imagination, de volonté et d'efforts pour parvenir à un nouvel équilibre''.

Tout ce qui se passe à l'Est est très important pour l'Europe et pour l'équilibre général du monde. Comment va évoluer ce mouvement qui, loin de se stabiliser, s'accélère ? Y aura-t-il une évolution générale ou bien des situations spécifiques pour chaque pays de l'Europe de l'Est ? Comment vont être résolus les problèmes économiques de ces pays qui connaissent des situations dramatiques ?

Il est certes difficile d'apporter une réponse définitive à toutes ces questions. Les pays de l'Est engagés dans les réformes cherchent à améliorer des systèmes économiques délabrés et leurs conditions de vie et, pour ce faire, les pays occidentaux doivent les aider.

Certains de vous se demandent si les efforts faits par la France et par la Communauté Européenne en faveur de ces pays ne se feront pas au détriment de l'aide au développement, notamment vers l'Afrique. Il est exact que les besoins des pays de l'Est sont immenses et qu'ils nécessitent une action coordonnée., mais je dois dire tout net que les craintes exprimées ici et là en Afrique ne sont pas fondées. Les problèmes de l'Afrique, à l'inverse de ceux de l'Europe de l'Est, relèvent d'une logique spécifique -reconnue par tous- qui est celle de l'aide au développement. La France ne sacrifiera pas ses amis africains en raison de l'effort nouveau qu'elle doit déployer sur son propre continent. Ses engagements relatifs à l'aide au développement, à Lomé IV et aux remises de dette sont là pour le prouver.

La France croit que l'Afrique a un avenir et que la relation franco-africaine garde toute sa force. C'est une oeuvre de longue haleine qui exige un effort continu. Elle mobilisera ses ressources et agira au sein de la Communauté Européenne pour conserver à cette relation son caractère privilégié. Riche en rendez-vous internationaux, l'année 1990 sera également l'occasion pour la France de rappeler son engagement aux côtés de l'Afrique, que ce soit en avril lors de la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la coopération internationale, en septembre lors de la seconde conférence de Paris sur les pays les moins avancés et en octobre lors du lancement de la quatrième décennie pour le développement.

4. J'en viens maintenant au second thème qui vous tient à coeur, comme à moi-même, à savoir celui de la construction de l'Europe de 1993 et l'édification du marché unique. Cette tâche a revêtu pour moi une signification particulière puisque la France préside durant ce semestre l'Europe des Douze. Je puis donc vous en parler en plus grande connaissance de cause.

Que va être cette Europe de 1993 ? Nous comprenons que les pays africains pour lesquels la Communauté est très loin le premier partenaire s'interrogent sur les conséquences d'une mutation aussi importante que la réalisation du grand Marché intérieur. Ce qui est en train de se préparer pour l'horizon 1993 n'est jamais que la réalisation et l'approfondissement de ce qui se trouve dans le Traité de Rome. Il s'inscrit donc dans une dynamique. Ainsi que j'ai pu le dire cet automne au nom des Douze à la tribune des Nations-Unies, "ce marché intérieur ne sera pas un marché fermé sur lui-même". L'Europe de 1993 sera "une Europe partenaire" et "le programme d'achèvement du marché intérieur ne comporte aucun affaiblissement des obligations internationales de la Communauté".

Il est de notre intérêt à tous que la Communauté préserve et encourage un système d'échanges libres et ouverts. Loin d'être la forteresse redoutée, ce marché sera d'un accès plus simple, de moins en moins fermé, et, je l'espère, plus prospère. Nos partenaires africains n'ont donc pas à redouter le marché intérieur. Ils doivent se préparer -dès à présent et activement- à renforcer leur compétitivité.

5. Je vous le redis solennellement : il n'y aura donc pas de désengagement de la France en Afrique.

Notre effort d'aide publique au développement fait de notre pays, de loin, le premier bailleur de fonds à l'Afrique subsaharienne. Les engagements de la France qui représentaient 0,36 % de son revenu en 1980 sont passés à 0,54 %, soit un montant de 34 milliards de francs en 1990. Notre objectif demeure toujours d'atteindre 0,7 % de notre revenu.

L'investissement privé a par ailleurs un rôle fondamental à jouer pour assurer le succès de la politique de développement en Afrique. Nous connaissons tous les inquiétudes qui ont pu naître au sujet d'un tarissement des investissements nouveaux ou même d'un désinvestissement. Ces phénomènes traduisent non seulement la crise économique que traverse l'Afrique mais aussi une crise de confiance qu'il faut combattre. Vous et nous avons un rôle à jouer pour renverser cette tendance. Il me paraît impensable que nos entreprises, dans leur intérêt bien compris à long terme, se désintéressent d'un marché aux portes de l'Europe et qui comptera en l'an 2000 un milliard d'hommes.

La France souhaite aider les investisseurs privés en Afrique et vient de créer un fonds de garantie des prêts à moyen et long terme en Afrique pour les investissements industriels français et africains. Mais pour donner aux entreprises le rôle fondamental qui leur revient dans les relations euro-africaines, il convient aussi que l'Afrique crée des conditions d'accueil attrayantes et stables, qu'elles soient juridiques, financières ou fiscales.

6. La France a été à la pointe du combat pour promouvoir des solutions justes au problème de la dette des pays en voie de développement.

De façon légitime, notre effort a porté en priorité sur les pays les plus pauvres. C'est sur la base des propositions formulées par le Président de la République française au sommet de Toronto qu'a été rapidement mis en oeuvre, au sein du Club de Paris, un dispositif optionnel du traitement de la dette qui permet des allègements très substantiels du service de la dette de quinze pays africains. La France a, comme vous le savez, dans le cadre de ce dispositif, retenu l'option d'annulation d'un tiers de ses créances. Cet effort représente une remise annuelle d'environ un milliard de francs français.

Plusieurs Etats industrialisés ont complété les effets bénéfiques du dispositif de Toronto, en procédant à l'annulation pure et simple de leurs créances d'aide publique sur les pays les plus pauvres. La France n'est pas en reste : conformément aux engagements pris par le Président de la République en mai dernier à Dakar, le Gouvernement a déposé devant le Parlement un projet de loi annulant les créances françaises d'aide publique au développement sur les 35 pays les plus pauvres et les plus endettés d'Afrique. Cette annulation, qui n'est assortie d'aucune condition à l'endroit des pays bénéficiaires, concerne un montant de l'ordre de 20 milliards de francs.

Si sensible qu'elle soit aux difficultés des pays les plus pauvres, la France n'a pas pour autant négligé la situation des autres pays en voie de développement. Elle a ainsi contribué à infléchir très sensiblement la stratégie de la dette à l'égard des pays lourdement endettés auprès des banques commerciales privées.

Il est désormais acquis que les institutions financières multilatérales pourront mobiliser une fraction de leurs ressources ainsi que des financements additionnels pour favoriser la conclusion d'accords de réduction de dette entre les pays débiteurs et leurs banques. Cette stratégie renforcée de la dette a reçu consécration au récent sommet de l'Arche et un début d'application en Amérique latine et en Asie. La France apportera tout son appui pour que les pays africains concernés puissent aussi en bénéficier.

7. La construction européenne s'accompagne d'une volonté de coopération avec les partenaires africains de la Communauté depuis la signature de la première convention de Yaoundé, il y a déjà plus de 25 ans. La plupart d'entre vous sont directement concernés. Depuis lors, cette coopération s'est enrichie et diversifiée, constituant un modèle de contrat de développement entre 12 pays du Nord et 66 (bientôt 69 ?) pays du Sud. Ce dialogue, je le vivrai personnellement de façon très active dans les tous prochains jours en ma qualité de Président du Conseil des ministres de la Communauté : nous avons tous l'espoir et je l'imagine la volonté de conclure. Il nous faudra tous, une fois encore, faire preuve d'esprit de conciliation.

Nous serons aidés en cela par la conviction que l'acquis de Lomé - le respect mutuel, la priorité donnée au développement, la recherche de la sécurité alimentaire - sera préservé ., il sera renforcé par une réelle prise en considération des difficultés financières que rencontrent nos partenaires par les améliorations indispensables à apporter au dispositif concernant les produits de base, par l'élargissement du champ de la coopération à des domaines nouveaux tels que la protection de l'environnement, ou encore par l'encouragement qui sera donné au développement de l'entreprise, qui est à la base des nécessaires diversifications à promouvoir. Je pourrais citer également l'accord de principe qui a été donné à l'adhésion probable de la future Namibie indépendante et l'ensemble des propositions nouvelles et constructives que la Communauté a été en mesure de faire en matière commerciale en tenant compte des demandes des pays ACP.

J'ai bon espoir que nous pourrions conclure dans quelques jours et je compte sur vous pour que nous puissions procéder à la manifestation solennelle de signature avant la fin de l'année.

8. Permettez-moi d'évoquer un problème politique qui me tient à coeur : l'avenir de l'Afrique australe.

8.1. En Namibie, dont je suis heureux de saluer ici la marche vers l'indépendance, les élections à l'assemblée constituante se sont déroulées dans des conditions qui font honneur au peuple namibien. Le taux de participation particulièrement élevé, l'absence d'incidents notables, la régularité du scrutin que toutes les parties concernées se sont plu à reconnaître, illustrent également le rôle majeur joué par le GANUPT et je tiens à rendre hommage au Secrétaire général des Nations Unies et à son représentant spécial.

Ainsi le processus menant à l'indépendance de la Namibie est en marche. Une étape fondamentale vient d'être franchie. Nous devons tous oeuvrer pour que le plan de règlement soit appliqué jusqu'à son terme et pour que la Namibie, enfin libérée du joug colonial, accède à la souveraineté dans les meilleures conditions.

8.2. En Afrique du Sud, il semble que le vent du changement ait commencé enfin à se lever notamment depuis la libération de Walter SISULU et sept autres compagnons de détention ., des manifestations pacifiques organisées par les mouvements anti-apartheid ont été autorisées ., les contacts se multiplient entre Sud-Africains d'origine et d'opinions très diverses et Paris s'honore d'ailleurs d'accueillir la semaine prochaine l'une des plus importantes de ces rencontres. Ces signes sont encourageants mais il reste beaucoup à faire pour que disparaissent enfin les piliers du système de l'apartheid et que naisse une société démocratique et multi-raciale. Les autorités sud-africaines doivent traduire en actes leurs intentions affichées. Il ne convient donc pas de relâcher les pressions ni de laisser croire aux dirigeants de Prétoria que le temps ne leur est pas compté.

Les changements qui se dessinent en Afrique australe ne sont pas sans lien avec les évolutions dans les relations Est-Ouest. Le régime de Pretoria paraît renoncer à ses actions destabilisatrices dans la région pour nouer avec ses voisins des relations fondées sur le respect de leur souveraineté. La France continuera d'accorder son appui aux efforts en cours pour le rétablissement de la paix dans cette partie du globe.

9. Lors du Sommet de Casablanca, à l'instigation de Sa Majesté HASSAN II, les Chefs d'Etat avaient décidé du lancement de certains grands projets de coopération. Il m'est agréable de constater que ces projets sont à présent solidement engagés.

10. Le projet d'un Observatoire du Sahara et du Sahel, avancé pour la première fois à Casablanca, bénéficie déjà d'un large soutien européen et international, après l'appui reçu au sommet de l'Arche.

Cette initiative est née du constat qu'il est nécessaire d'échanger et d'approfondir les connaissances détenues sur les zones sèches du Maghreb, du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

Des consultations sont en cours avec 20 pays africains ainsi qu'avec les principaux pays industrialisés et les grandes agences d'aide au développement. Elles devraient durer plusieurs mois.

A travers cette démarche, la France s'emploie à ce qu'un certain nombre de recherches et de techniques de pointe, en particulier les satellites d'observation, soient mises au service du développement. L'objectif est d'organiser un réseau transnational d'observation et d'échanges entre chercheurs africains francophones et anglophones.

Cet observatoire lancera toute une série d'études et d'actions contre la sécheresse et l'avancée du désert.

Un grand colloque scientifique nord-sud est prévu fin mai ou début juin 1990 à Paris pour lancer ce projet et définir les actions prioritaires.

11. Conformément à ses engagements la France a mis en place dans sept pays africains, de juillet à octobre, des techniciens et des avions ou hélicoptères, organisés en éco-forces et chargés de lutter contre les criquets. Initialement conçu pour lutter contre le criquet-pèlerin, qui a heureusement disparu cette année, ce programme d'aide a été mis en œuvre pour combattre la pullulation exceptionnelle d'autres criquets ravageurs de cultures. 400.000 ha ont pu ainsi être traités et nous avons pu être aux côtés de nos amis africains dans la lutte contre ce fléau.

Ainsi est né l'espoir d'une victoire des hommes sur la nature. C'est si souvent le contraire qui se produit que nous devons nous en réjouir.

12. La coopération scientifique et médicale se poursuit. Pour ne citer que cet exemple, ici même, à Casablanca, l'Institut Pasteur va ouvrir dans les jours prochains un centre de biologie clinique.

Je me réjouis aussi de l'avancement du futur centre régional de Menou-Faya, en Egypte, pour l'étude et le traitement des maladies du foie en Afrique. Je porterai une attention particulière aux conclusions de la prochaine réunion d'experts à Paris, pour la réalisation d'un projet qui peut apporter des espoirs nouveaux pour le traitement de la bilharziose en particulier.

13. Je souhaite enfin évoquer la question du terrorisme aérien dont le tragique accident du DC10 d'UTA au-dessus du désert du Ténéré nous a rappelé la triste réalité. Le problème est grave. Il faut développer nos efforts de coopération dans ce domaine. Mon collègue et ami Jacques PELLETIER vous parlera des propositions dont il a saisi vos gouvernements.

14. Pour conclure je souhaite vous confirmer que mon pays accueillera en juin 1990 la prochaine conférence des Chefs d'Etat de France et d'Afrique. Les dates et lieu exacts vous seront indiqués très prochainement. Je m'en réjouis car vous connaissez l'attachement de mon pays -et notamment du Président de la République- à ces contacts au plus haut niveau qui permettent un dialogue franc et direct entre dirigeants de pays amis qui entretiennent des liens culturels, économiques et de coopération si étroits. Nous y continuerons ensemble notre travail en faveur de la paix, du développement et de la prospérité./.

DIPLOMATIE P.O. JEAN GUEGUINOU

I.- DISCOURS DE M. JACQUES PELLETIER  
MINISTRE DE LA COOPERATION ET DU DEVELOPPEMENT  
A LA REUNION DU SUIVI DU SOMMET FRANCE - AFRIQUE  
=====

(Casablanca, 23-24 novembre 1989)

Monsieur le ministre,  
Excellences,

Le monde bouge, et vite., mon collègue et ami Roland DUMAS vous en a parlé.

Le thème de notre dernier sommet était prémonitoire.

Ces mutations en cours sont pour l'Afrique une raison supplémentaire de prendre toute sa place dans le concert international.

Cela dépend d'abord d'elle.

La crise actuelle est une page en train de se tourner.

Les modèles anciens ont souvent échoué parce qu'ils étaient imposés de l'extérieur., c'est à vous d'en inventer de nouveaux, et de les mettre en oeuvre. C'est une tâche difficile, exigeante, mais essentielle.

La France est prête à vous aider à prendre ce nouveau départ.

Ses initiatives sur la dette, son aide qui, dépassant 0,54 % de son PIB, la place au premier rang des pays les plus industrialisés sont autant de gages de sa détermination à appuyer vos efforts.

Roland DUMAS l'a souligné, il ne s'agit pas pour nous de choisir entre l'Est et le Sud : ce ne sont ni les mêmes problèmes, ni les mêmes réponses.

Comme l'a dit le Président de la République, l'appui à l'Est doit se faire par addition, non par soustraction.

Comment pourrions-nous d'ailleurs imaginer une Europe réconciliée, libre, prospère, quand l'Afrique, continent voisin, serait en proie à la crise ? Mais il est clair que cette conjoncture nouvelle exige de la part de tous imagination et rigueur nouvelles.

Plus que jamais, nous sommes à un tournant, les éléments positifs, qu'il s'agisse des réductions de dette, ou de la croissance que votre continent a commencé de retrouver en 1988, se combinant avec les difficultés de tous ordres.

J'insisterai sur quelques points majeurs dans ce contexte nouveau.

#### 1 - Une stratégie du développement

-----

La France appuie l'Afrique dans ses efforts pour prendre un nouveau départ, et pour lever les blocages qui l'entravent, au premier rang desquels le poids excessif de la dette.

Le Président de la République française est depuis longtemps partisan d'une politique à la fois généreuse et réaliste dans ce domaine.

Cette orientation s'est traduite concrètement :

- lors du Sommet francophone de Dakar, la France a indiqué qu'elle irait plus loin que les mesures adoptées, à son incitation, par les 7 à Toronto. 20 milliards de francs vont donc être annulés au bénéfice de 35 pays ., l'Assemblée nationale française vient d'approuver cette mesure, voici quelques jours.

- le problème posé par la dette des pays dits ''à revenu intermédiaire'' reste posé, différent par sa nature et son ampleur, comme l'ont dit les représentants du Congo et du Gabon.

La France est à l'origine du grand mouvement de solidarité internationale qui a abouti au plan BRADY.

C'est un bon point de départ, et j'espère que le Maroc pourra bientôt en bénéficier, comme d'autres pays africains.

Beaucoup reste à faire, et comme l'a dit récemment le Président François MITTERRAND, ''il faut forcer notre imagination pour présenter des propositions qui amèneront les banques privées à des conditions plus raisonnables''.

Nous nous sommes mis au travail dans cet esprit.

L'annulation de dette ne signifie pourtant pas le retour à la facilité.

D'autres difficultés subsistent : variations erratiques des prix des matières premières, excessive dépendance de vos économies à l'égard de ces prix, insuffisante compétitivité, inadaptation des structures administratives.

L'ajustement reste aujourd'hui tout aussi nécessaire qu'hier.

La richesse dans la gestion, l'ouverture à l'égard des activités productives, le souci de rentabilité ne doivent pas être des contraintes imposées de l'extérieur, mais des conditions reconnues et acceptées du développement.

Mais si l'ajustement est la condition du développement, le développement doit être la finalité de l'ajustement.

Comme l'a dit le représentant du Togo, il faut profiter de la restructuration en cours pour poser les bases d'un nouveau progrès.

L'investissement, les aides accordées aux filières de production, ou aux systèmes bancaires en vue de leur redressement doivent trouver leur place dans des stratégies d'ensemble.

L'objectif me paraît clair : des économies flexibles et compétitives, animées par de vrais entrepreneurs, appuyés par des Etats efficaces, recentrés sur leurs missions essentielles, et au service de tous.

Ces stratégies relèvent de votre responsabilité., c'est à vous qu'il appartient de les concevoir, d'y associer l'ensemble de vos concitoyens, et d'accomplir les efforts nécessaires.

Sachez que la France sera présente quand vous ferez appel à elle dans le cadre de telles politiques.

## 2 - Les enjeux de demain

-----

La réussite de ces stratégies suppose que nous relevions ensemble trois défis majeurs.

- En premier lieu l'Europe des Douze. Sa consolidation, son ouverture vers l'Est peuvent et doivent être des chances pour l'Afrique, qui aura ainsi un accès privilégié au plus grand marché du monde.

Mais ce marché sera exigeant, il supposera de vos produits, de vos entrepreneurs, de vos économies une qualité et une compétitivité nouvelles.

Le représentant de la Tunisie a raison, il faut une solidarité nouvelle. Nous sommes prêts à vous aider à franchir cet obstacle. Comme l'a dit le représentant du Niger : comment être plus concurrentiel ? Il faut créer un environnement favorable. Il ne faut pas baisser les bras.

Unie, et ouverte, l'Europe pourra donner une nouvelle ampleur à la solidarité que, depuis Yaoundé, nous avons construit ensemble.

La nouvelle Convention de Lomé me paraît représenter un nouveau pas, et améliorer substantiellement les réponses qu'elle apporte à vos problèmes.

Mais il est clair que Lomé n'est pas tout, que la Communauté ne peut tout.

Là encore, la réussite dépend de la façon dont vous utiliserez cet outil modernisé.

- Deuxième enjeu majeur, la question du crédit et de la monnaie. Elle vous concerne tous, et particulièrement les membres de la zone franc.

Je crois profondément, avec Pierre BEREGOVY - c'est la position de l'ensemble du Gouvernement français - qu'une zone monétaire commune, bâtie sur une parité stable est un facteur de développement des échanges.

Or la parité du Franc CFA avec le Franc français à son niveau actuel nous paraît être un fondement de la crédibilité de la Zone Franc.

L'ampleur des efforts financiers acceptés par la France ainsi que l'importance des mesures prises pour juguler la crise bancaire à vos côtés montrent suffisamment notre détermination.

Cet engagement de la France pour la Zone Franc est un encouragement supplémentaire à l'ajustement.

Une monnaie de qualité se mérite : des finances publiques équilibrées, des banques solides et indépendantes, voici l'objectif qui doit être atteint à court terme.

A plus long terme, la compétitivité de toute l'économie est la clé de la stabilité monétaire et de la prospérité. Des efforts de chacun dépend la survie de cet instrument utile à tous.

Ce qui importe, c'est de donner aux hommes la maîtrise de leur avenir. C'est le troisième enjeu majeur, celui qui conditionne la réussite de nos entreprises : le défi de l'homme.

De ce point de vue, la formation reste l'objectif premier.

Il faut la moderniser, évoluer vers un contenu plus directement lié à des emplois, et se concentrer vers l'éducation pour le plus grand nombre.

Notre coopération connaîtra une vigueur nouvelle, avec moins d'assistants techniques prenant la place de vos diplômés, mais plus à même d'appuyer vos efforts de rénovation des systèmes éducatifs.

Il faut que cette dimension éducative, tout comme la dimension santé, soit prise en compte dans les programmes d'ajustement, qui n'auraient pas de sens s'ils ne permettaient pas de préparer l'avenir. Plusieurs d'entre vous, notamment les représentants du Congo et du Gabon, ont parlé des problèmes de santé : sida, drogue, etc... Oui, nous vous appuierons dans votre lutte contre ces fléaux.

Maîtriser l'avenir, c'est aussi disposer d'une capacité propre de recherche scientifique.

L'an dernier, le Président de la République avait évoqué l'urgence qu'il y avait à mobiliser les chercheurs africains au service de l'avenir du continent, et donc à renforcer les pôles africains de recherches les plus performants, en contribuant à leur financement.

Nous avons progressé dans cette voie.

La France propose, à ses partenaires de la Communauté Européenne tout d'abord, à tous les pays intéressés ensuite, de lancer un vaste projet dans ce domaine., il s'articulerait autour d'une fondation internationale et permettrait au continent africain de quitter la trop grande dépendance dans laquelle il se trouve dans ce domaine essentiel, pour devenir un partenaire à part entière de la communauté scientifique internationale.

Ces dimensions de formation, de culture, de recherche sont essentielles au développement.

C'est en effet une mutation en profondeur des esprits, une libération de la capacité de chaque homme et de chaque femme d'exprimer ses talents.

Cela implique une très grande liberté et une large participation aux affaires communes.

Les droits de l'Homme doivent être notre souci constant, pour des raisons morales, mais aussi parce qu'il est illusoire de prétendre bâtir le développement en ne les respectant pas. C'est tout le sens des évolutions actuelles à l'Est.

J'appuie pour ma part, dans le cadre de la coopération administrative par exemple, toutes vos actions qui contribuent à construire un Etat plus efficace et en même temps pleinement respectueux des droits de l'Homme.

Comme l'indiquait Roland DUMAS, je veux ici mentionner les efforts que nous devons faire pour accroître la sécurité du transport aérien.

J'ai récemment appelé l'attention de vingt de vos pays sur la disponibilité de la France à renforcer sa coopération pour améliorer la sécurité des aéroports.

Une mission interministérielle doit se rendre, au début de décembre, dans six de vos capitales, pour voir, concrètement, comment mettre en oeuvre des mesures à arrêter en commun.

D'autres pourront suivre. Sachez que la France attache à ce dossier la plus grande importance et qu'elle est prête à accroître ses actions avec vous.

Le monde bouge, disais-je. L'Afrique ne saurait être absente de ces bouleversements, car elle a beaucoup à apporter au monde nouveau qui se construit.

Nous avons besoin de vous.

Un vaste espace comprenant une Europe réconciliée, et une Afrique en plein essor, serait un gage de stabilité, de prospérité, de liberté pour le monde.

L'Afrique peut vaincre la crise économique qui l'assaille aujourd'hui.

Elle peut se frayer son propre chemin vers un développement durable.

La réussite exige sans doute de votre part un effort sans précédent.

Mais nous avons confiance dans l'Afrique, dans sa capacité à relever ses défis.

La France ne ménagera pas son appui à ceux qui vont dans ce sens, celui de l'avenir./.